

Diplomatie: un G7 affaibli

Editoriale

Dans le cadre généralement enchanteur retenu par la puissance invitante, la « photo de famille » du G7 a longtemps symbolisé l'image de force tranquille que le camp occidental souhaite donner de lui-même. Le sommet qui s'est achevé dans les Pouilles le 14 juin n'y a pas dérogé. Mais l'étiquette ne fait plus guère illusion. Plus d'un demi-siècle après sa création, ce club rassemblant à l'époque les puissances les plus industrialisées ne correspond plus depuis belle lurette aux rapports de force mondiaux. Les pays révisionnistes comme la Russie et la Chine contestent l'ordre international qu'il incarne, et il est également défié par des associations alternatives de ce qui est désigné, faute de mieux, comme le « Sud global ».

Cette désuétude a été soulignée en Italie par les déboires auxquels font face de nombreux chefs d'Etat ou de gouvernement, au point que la « photo de famille » a eu des allures de concours d'éclopés politiques. Les électeurs britanniques devraient signifier son congé au premier ministre, Rishi Sunak, le 4 juillet. Trois jours plus tard, le président français, Emmanuel Macron, déjà sonné par les résultats des élections européennes du 9 juin, désastreux pour son camp, pourrait essuyer un nouveau désaveu lors du second tour de législatives précipitées par sa décision brutale de dissoudre l'Assemblée nationale.

Son homologue aux Etats-Unis, Joe Biden, va également affronter le sort incertain des urnes en novembre, lesté par une popularité médiocre. Le chancelier allemand, Olaf Scholz, est sorti lui aussi considérablement affaibli des élections européennes, tout comme la coalition incommode qu'il dirige. Après neuf années au poste de premier ministre, le Canadien Justin Trudeau est également gagné par l'usure du pouvoir, tout comme son homologue Fumio Kishida, aux commandes du Japon depuis pourtant moins de trois ans.

De fait, la seule personne rayonnante au G7 a été Giorgia Meloni, confortée par le scrutin européen, et ouvertement courtisée par la présidente sortante de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, qui prétend à sa succession. Dans les Pouilles, la présidente du conseil des ministres italien était pourtant la seule représentante du courant politique composé de conservateurs eurosceptiques, d'europhobes et de formations d'extrême droite, qui vient d'effectuer une poussée significative lors des européennes du 9 juin.

Giorgia Meloni a fait en sorte que le G7 prenne en compte sa vision des questions migratoires et elle a enregistré un succès symbolique, sur le front de la bataille culturelle, en obtenant la suppression dans le communiqué final de la référence à « *l'accès à un avortement sûr et légal* » inscrit lors du sommet précédent, au Japon. Habile, la présidente du conseil a donné des gages depuis son arrivée au pouvoir, il y a moins de deux ans, en ménageant une Union européenne dont son pays ne pourrait guère se passer. Elle a également respecté la continuité sur l'attachement à l'OTAN et sur l'Ukraine. Le soutien à Kiev a été réaffirmé en Italie avec l'annonce d'un prêt de 47 milliards d'euros, garanti par des avoirs russes gelés qui se trouvent principalement en Europe. Qu'advient-il de ce soutien unanime, et du G7 lui-même composé de pays qu'il tient en piètre estime, si Donald Trump parvenait à faire son retour à la Maison Blanche à l'issue de l'élection du 5 novembre ?